

Publications périodiques

Comptes annuels

OCEOR LEASE TAHITI

Société anonyme au capital de 341 957 000 CFP.

Siège social : rue Cardella, 98713 Papeete Tahiti, Polynésie Française.
7439 B RCS Papeete.

Comptes annuels au 31 décembre 2017.

Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018.

I. — Bilan et hors-bilan

(En milliers d'XPF.)

ACTIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
CAISSES, BANQUES CENTRALES		24 599	95 026
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	0	0
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	0	0
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	3.3		
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3.3		
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.4	2 424 467	2 371 671
dont PROVISIONS	3.8	192 993	246 381
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.5	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.5	0	0
AUTRES ACTIFS	3.6	32 970	37 943
COMPTES DE REGULARISATION	3.7	48 453	24 132
TOTAL DE L'ACTIF		2 530 489	2 528 772
HORS-BILAN	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	146 143	93 336
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	0	0
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
PASSIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	1 786 697	1 739 353
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	0	0
AUTRES PASSIFS	3.6	75 593	103 478
COMPTES DE REGULARISATION	3.7	6 948	31 291
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	3.9	10 000	10 000
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.10	651 250	644 651
Capital souscrit		341 957	341 957
Primes d'émission		5 957	5 957
Réserves		34 196	34 196
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		237 613	237 568
Résultat de l'exercice (+/-)		31 528	24 974
TOTAL DU PASSIF		2 530 489	2 528 772
HORS-BILAN	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	120 000	120 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	767 972	767 972
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

II. — Compte de résultat

(En milliers d'XPF.)

	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	0	0
Intérêts et charges assimilées	5.1	-9 995	-11 967
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	1 247 743	1 140 345
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	-1 044 712	-955 615
Revenus des titres à revenu variable	5.3		
Commissions (produits)	5.4	3 857	5 437
Commissions (charges)	5.4	-23 240	-24 047
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6		
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	651	628
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	-3 278	-4 220
PRODUIT NET BANCAIRE		171 028	150 562
Charges générales d'exploitation	5.6	-120 614	-115 839
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		50 413	34 723
Coût du risque	5.7	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION		50 413	34 723
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		50 413	34 723
Résultat exceptionnel	5.8	0	-3
Impôt sur les bénéfices	5.9	-18 886	-9 746
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		31 528	24 974

III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels

Note 1. Cadre général

1.1. Océor Lease Tahiti

Océor Lease Tahiti est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par la loi du 24 juillet 1966.

Elle est régie par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et par la loi n° 96 597 du 2 juillet 1996 se rapportant à la modernisation des activités financières, ainsi que par les textes précisant leurs modalités d'application.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à Océor Lease Tahiti pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société Océor Lease Tahiti a opté pour le statut de société de financement (selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément).

Les comptes annuels d'Océor Lease Tahiti sont présentés en francs pacifique, qui est la devise fonctionnelle de la société.

1.2 Evénements significatifs

Néant

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun élément significatif remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2017 n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2018.

Note 2. Principes et méthodes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels d'Océor Lease Tahiti sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Ils sont présentés, pour les aspects généraux, en conformité avec les règles comptables posées par la délibération n° 2011-13 de l'Assemblée de Polynésie Française du 5 mai 2011 adoptant un nouveau plan comptable général applicable aux comptes clos à compter du 31 décembre 2012.

2.2 Changements de méthodes comptables

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par le Comité de la Réglementation Comptable lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors-bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.3.2 Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

2.3.3 Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

2.3.4 Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement CRC n° 2004-06 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Note 3. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations interbancaires

(En milliers d'XPF.)

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue	0	0
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>		
Dettes à terme	1 786 697	1 739 353
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	1 786 697	1 739 353
Dettes rattachées	0	0
Total	1 786 697	1 739 353

Les créances et dettes à vue correspondent exclusivement à des opérations réalisées avec le groupe.

3.2 Opérations avec la clientèle

Dettes vis-à-vis de la clientèle

(En milliers d'XPF.)

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
Livret A		
PEL / CEL		
Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)		
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	0	0
Dépôts de garantie		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées		
Total	0	0

3.3 Autres titres détenus à long terme

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017	31/12/2016
	Placement	Placement
Titres cotés		
Titres non cotés	0	0
Créances rattachées		
Total	0	0

3.4 Opérations de crédit-bail et locations simples

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017				31/12/2016			
	Immobilier	Mobilier	Location	Total	Immobilier	Mobilier	Location	Total
Encours clientèle		2 106 620	289 302	2 395 922		2 084 494	255 564	2 340 058
Biens temporairement non loués		53 228	0	53 228		83 663	0	83 663
Encours douteux		216 620	1 622	218 242		262 753	13 878	276 630
Dépréciation encours douteux		(191 539)	(1 454)	(192 993)		(287 852)	41 471	(246 381)
Dépréciation bien non loués		(51 860)	0	(51 860)		(83 201)	0	(83 201)
Créances rattachées		1 784	145	1 929		480	421	901
Total	0	2 134 852	289 615	2 424 467	0	2 060 337	311 334	2 371 671

Evolution de la réserve latente

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017	31/12/2016
Encours financier net	2 445 941	2 408 370
Immobilisations nettes	- 2 390 128	- 2 333 530
Réserve latente brute	55 813	74 841
Impôts différé	19 535	26 194
Réserve latente nette	36 278	48 646

3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

(En milliers d'XPF.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Valeurs brutes	0	0	0	0	0
Droits au bail et fonds commerciaux					0
Logiciels					0
Autres					0
Amortissements et dépréciations	0	0	0	0	0
Droits au bail et fonds commerciaux					0
Logiciels					0
Autres					0
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

Immobilisations corporelles

(En milliers d'XPF.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Valeurs brutes	33 368	0	0	0	33 368
<i>Immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>33 368</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>33 368</i>
Terrains	0				0
Constructions	0				0
Parts de SCI	0				0
Autres	33 368		0		33 368
<i>Immobilisations hors exploitation</i>	<i>0</i>				<i>0</i>
Amortissements et dépréciations	33 368	0	0	0	33 368
<i>Immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>33 368</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>33 368</i>
Terrains	0				0
Constructions	0				0
Parts de SCI	0				0
Autres	33 368	0	0		33 368
<i>Immobilisations hors exploitation</i>	<i>0</i>				<i>0</i>
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées		
Total	0	0

3.6 Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	////		////	
Créances et dettes sociales et fiscales	27 719	42 209	26 961	40 142
Dépôts de garantie reçus et versés	5 251	3 695	6 205	6 149
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	(0)	29 689	4 778	57 187
Total	32 970	75 593	37 943	103 478

3.7 Comptes de régularisation

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Charges et produits constatés d'avance		6 948		31 291
Produits à recevoir/Charges à payer	48 453		24 132	
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
Total	48 453	6 948	24 132	31 291

3.8 Provisions**Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie**

(En milliers d'XPF.)	31/12/2016	Ajustement	Dotations	Reprises	31/12/2017
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	246 380	0	(22 970)	76 358	192 993
Dépréciations sur encours clientèle	246 380		(22 970)	76 358	192 993
Total	246 380		(22 970)	76 358	192 993

3.9 Fonds pour risques bancaires généraux

(En milliers d'XPF.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2017
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	10 000				10 000
Fonds régionaux de solidarité (1)					
Total	10 000	0	0	0	10 000

3.10 Capitaux propres

(En milliers d'XPF.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2016	341 957	5 957	271 764	24 974	644 651
Variation de capital					0
Résultat de la période				31 528	31 528
Distribution de dividendes				-24 930	-24 930
Changement de méthode					0
Autres mouvements			44	-44	0
Total au 31 décembre 2017	341 957	5 957	271 808	31 527	651 250

Le capital social d'Océor Lease Tahiti s'élève à 341 957 milliers de francs pacifiques et est composé de 62 174 actions d'une valeur nominale de 5 500 francs pacifiques chacune.

3.11 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'XPF.)	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2017
Total des emplois	228 895	641 695	1 534 348	19 529	0	2 424 467
Effets publics et valeurs assimilées						0
Créances sur les établissements de crédit						0
Opérations avec la clientèle						0
Obligations et autres titres à revenu fixe						0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	228 895	641 695	1 534 348	19 529		2 424 467
Total des ressources	128 906	626 543	1 031 248	0	0	1 786 697
Dettes envers les établissements de crédit	128 906	626 543	1 031 248	0		1 786 697
Opérations avec la clientèle						0
Dettes représentées par un titre						0
Dettes subordonnées						0

Note 4. Informations sur le hors-bilan.

4.1 Engagements reçus et donnés

4.1.1 Engagements de financement

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	146 143	93 336
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés	146 143	93 336
Autres engagements		
Total des engagements de financement donnés	146 143	93 336
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	120 000	120 000
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	120 000	120 000

4.1.2 Engagements de garantie

(En milliers d'XPF.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
- confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
- autres garanties		
D'ordre de la clientèle	0	0
- cautions immobilières		
- cautions administratives et fiscales		
- autres cautions et avals donnés		
- autres garanties données		
Total des engagements de garantie donnés	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	767 972	767 972
Total des engagements de garantie reçus	767 972	767 972

Note 5. Informations sur le compte de résultat.

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	0	(9 995)	(9 995)	0	(11 967)	(11 967)
Opérations avec la clientèle			0			0
Obligations et autres titres à revenu fixe			0			0
Dettes subordonnées			0			0
Autres*			0			0
Total	0	(9 995)	(9 995)	0	(11 967)	(11 967)

5.2 Produits et charge sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail et location						
Loyers	959 904	0	959 904	918 165	0	918 165
Résultats de cession	25 171	(8 561)	16 610	22 799	(8 441)	14 359
Dépréciation	76 315	(22 591)	53 724	61 301	(1 077)	60 224
Dépréciation biens non loués	981	0	981	816	(1 291)	(475)
Amortissement	0	(822 907)	(822 907)	0	(769 783)	(769 783)
Pertes/reprises sur créances irrécouvrables	53	(44 398)	(44 345)	125	(47 013)	(46 888)
Autres produits et charges	21 606	(8 043)	13 563	13 036	(6 046)	6 990
	1 084 029	(906 500)	177 529	1 016 242	(833 651)	182 591
Opérations de location simple						
Loyers	118 073	0	118 073	98 336	0	98 336
Résultats de cession	43 034	(549)	42 485	23 497	0	23 497
Dépréciation	43	(379)	(336)	0	(2 323)	(2 323)
Amortissement	0	(136 896)	(136 896)	0	(119 468)	(119 468)
Autres produits et charges	2 565	(387)	2 178	2 271	(174)	2 097
	163 715	(138 211)	25 503	124 104	(121 965)	2 139
Total	1 247 743	(1 044 712)	203 032	1 140 345	(955 615)	184 730

5.3 Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Total	0	0

5.4 Commissions

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire			0			0
Opérations avec la clientèle	3 857		3 857	5 437		5 437
Opérations sur titres			0			0
Moyens de paiement			0			0
Opérations de change			0			0
Engagements hors-bilan			0			0
Prestations de services financiers			0			0
Activités de conseil			0			0
Autres commissions		(23 240)	(23 240)		(24 047)	(24 047)
Total	3 857	(23 240)	(19 383)	5 437	(24 047)	(18 610)

5.5 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun			0			0
Refacturations de charges et produits bancaires			0			0
Activités immobilières			0			0
Prestations de services informatiques			0			0
Autres activités diverses	651	(3 278)	(2 626)	628	(4 220)	(3 592)
Autres produits et charges accessoires			0			0
Total	651	(3 278)	(2 626)	628	(4 220)	(3 592)

5.6 Charges générales d'exploitation

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges de retraite et assimilées (1)		
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	(19 593)	(18 847)
Autres charges générales d'exploitation	(101 021)	(96 992)
Total des autres charges d'exploitation	(120 614)	(115 839)
Total	(120 614)	(115 839)

5.7 Coût du risque

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017					Exercice 2016				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires					0					0
Clientèle					0					0
Débiteurs divers	0	0	0		0	0	0	0		0
Provisions										
Engagements hors-bilan					0					0
Provisions pour risque clientèle					0					0
Autres					0					0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.8 Résultat exceptionnel

(En milliers d'XPF.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits exceptionnels	0	0
...		
Charges exceptionnelles	0	(3)
Total	0	(3)

5.9 Impôt sur les bénéfices

En milliers d'XPF

	Bases imposables aux taux de	29 %
Au titre du résultat courant		50 413
Réintégrations		2 047
Déductions		
Bases imposables		52 460
Imputation des déficits antérieurs		
Résultat fiscal après imputation des déficits antérieurs		52 460
N IS (29 %)		-15 214
contributions supplémentaires 7 %		-3 672
Impôt comptabilisé		-18 886
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales		
Provisions pour impôts		
Total		-18 886

Note 6. Autres informations.

6.1 Consolidation

Les comptes individuels d'Océor Lease Tahiti sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'XPF.)	BDO			
	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 567	100 %	2 530	100 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaires aux comptes				
Total	2 567		2 530	

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2017, Océor Lease Tahiti n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Les informations relatives aux implantations par pays en application de l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 modifiant l'article L. 511-45 du code monétaire et financier figurent dans le document de référence du groupe Natixis.

6.4 Rémunération des organes d'administration et de Direction

Il n'a pas été versé de jetons de présence aux organes d'administration et de Direction au cours de l'exercice.

IV. — Affectation du résultat.

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 d'un montant de 31 527 565,57 CFP au compte de report à nouveau dont le solde créditeur ressortira à 269 140 144,24 CFP.

L'assemblée générale prend acte les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividende net (*)	Montant global du dividende distribué
2014	0 € par action	0,00 €
2015	0 € par action	0,00 €
2016	3,36 € par action	208 904,64 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

V. — Extrait du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société OCEOR LEASE TAHITI tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification des appréciations ;
- les vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires ;
- les responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels ;
- les responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OCEOR LEASE TAHITI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion avec réserve

Durée d'amortissement des biens immobilisations

La société a procédé sur l'exercice à un changement d'estimation comptable relatif aux durées d'amortissement des biens loués. Les nouvelles immobilisations ont été basées sur la durée d'utilisation réelle des biens mis en location. Pour des raisons liées à la rigidité du système d'information, le changement n'a pas pu être appliqué sur les immobilisations acquises antérieurement à l'ouverture de l'exercice. Nous avons estimé l'impact de ce traitement partiel à une surévaluation des dotations de l'ordre de 100 M.XPF.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

III. Justification des appréciations

En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, notamment pour ce qui concerne la prise en compte du risque de crédit et l'évaluation des créances sur la clientèle telles que décrites en notes 2.3.1 à 2.3.5 de l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalie significative. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

En application des normes d'exercice professionnel applicables en France, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Papeete,
Le 15 mai 2018,
Pour la SCP,
GOSSE PARION CHANGUES MENARD ALBERT,
Elisabeth ALBERT,
Commissaire aux comptes.

VI. — Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 92 du décret du 23 mars 1967 relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

I. Conventions autorisées au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-40 du code de commerce.

II. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

En application de l'article 91 du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

— Convention de gestion conclue avec la Banque de Tahiti

Le 10 août 2010, la Banque de Tahiti et Oceor Lease Tahiti ont signé une convention au titre de laquelle la Banque de Tahiti apporte à Oceor Lease Tahiti, les moyens procurés par son réseau et l'appui technique de certaines de ses structures opérationnelles et fonctionnelles.

Cette convention a fait l'objet de deux actualisations en 2011.

Dans le prolongement de cette convention, une nouvelle convention de gestion a été conclue en date du 20 février 2013 portant sur l'exercice 2013, avec renouvellement annuel par tacite reconduction au-delà du 31 décembre 2013. Elle confirme l'apport par la Banque de Tahiti à Oceor Lease Tahiti, de son assistance commerciale liée à l'objet social de votre société, la mise à disposition de ressources informatiques et un détachement de personnel.

Le montant de la rémunération de la Banque de Tahiti au titre de ses prestations pour 2017 est de 54 281 KXPF.

— Convention de commercialisation

Votre société ainsi que la Banque de Tahiti ont adhéré à une convention de commercialisation en 2010.

Cette convention détermine les modalités de commercialisation et de gestion par la Banque de Tahiti des contrats de crédit-bail mobilier, de location financière, de location avec option d'achat et de crédit-bail immobilier.

Au titre de l'exercice 2017, le montant des commissions liées à cette convention s'élève à la somme de 9 118 KXPF.

— Convention de couverture des risques

Votre société ainsi que la Banque de Tahiti ont adhéré à une convention de couverture des risques en 2010.

Cette convention détermine les modalités de garanties accordées par la Banque de Tahiti en cas de manquement du client à son obligation de payer les échéances dues.

Au titre de l'exercice 2017, le montant des commissions liées à cette convention s'élève à la somme de 14 272 KXPF.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de ta doctrine professionnelle de ta Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Papeete,
Le 15 mai 2018,
Pour la SCP,
GOSSE PARION-CHANGUES MENARD ALBERT,
Elisabeth ALBERT,
Commissaire aux comptes.

VII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 30, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris.